Point d'?

Mai 2006 N° 30

EIRENE
Service chrétien international pour la Paix

GVOM
Groupe Volontaires Outre-Mer

Editorial

La démocratie: un préalable au développement d'Haïti

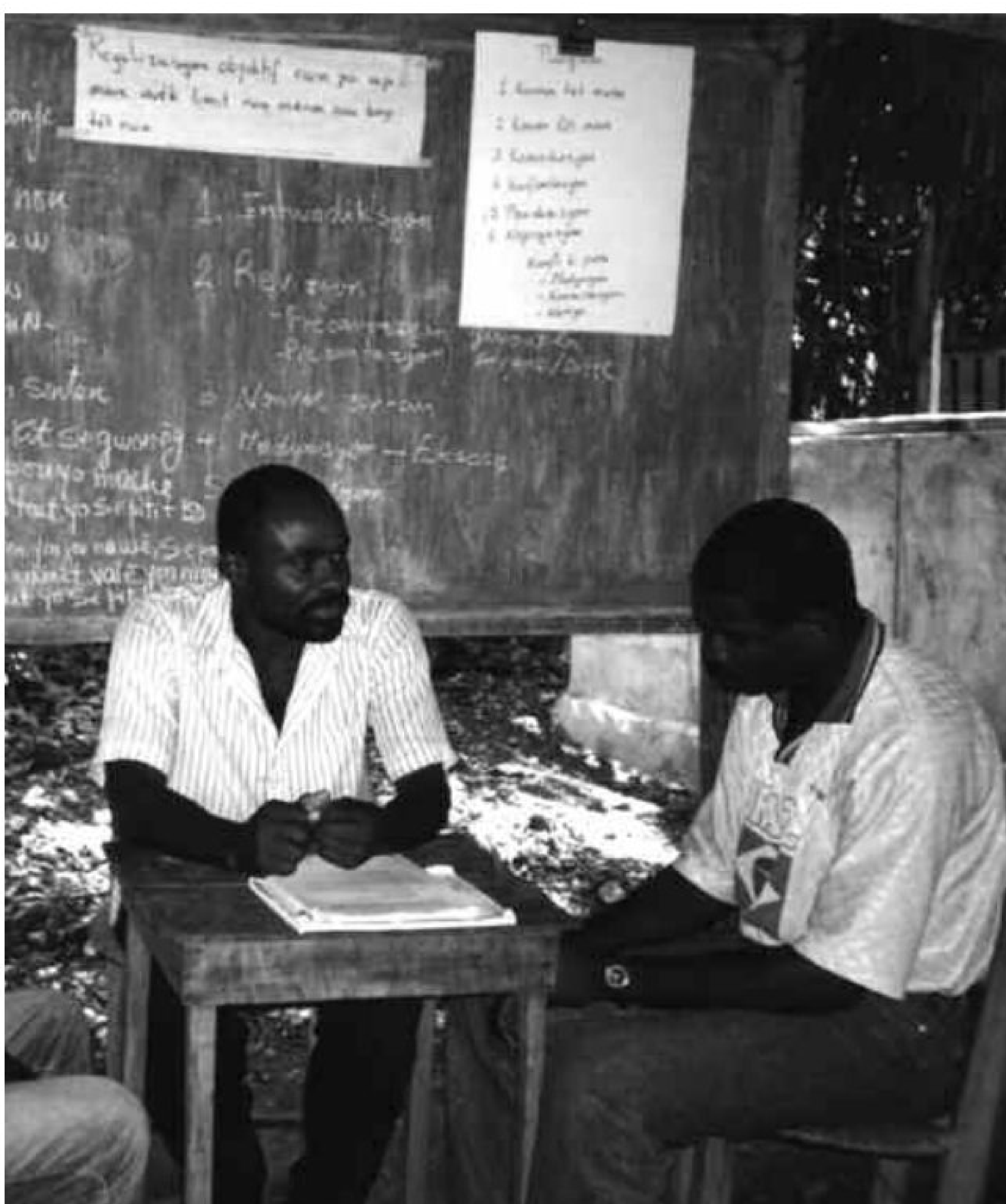


Photo: EIRENE

Plus de 200 ans après son indépendance, la démocratie a encore du mal à s'installer en Haïti. Et pourtant, c'est la première république noire du monde à avoir refusé l'esclavage et la colonisation. En effet, après une année de violences, les Haïtiens ont fini par voter le 7 février dernier. Au grand étonnement, la participation a été massive et le peuple haïtien a décidé d'élire pour une seconde fois l'ancien chef de l'Etat René G. Preval à la présidence du pays. Contrairement aux prévisions pessimistes, tout s'est plutôt passé dans le calme. Avec ces élections, les Haïtiens ont montré leur détermination à exercer leur droit de vote. C'est une leçon de courage, de persévérance, d'humilité et de dignité. La construction et la consolidation de la démocratie sont une condition nécessaire à la création de richesse et à la diversification accrue des activités économiques qui donneront au peuple une plus grande maîtrise de sa liberté et de son propre destin. Cet élan démocratique doit imprégner à la société civile une culture de la citoyenneté et de la participation à la vie politique nationale. La démocratie haïtienne a besoin de forger une route nouvelle vers une société meilleure, une vision qui dépasse les intérêts égoïstes. L'histoire nationale nous enseigne que l'absence de la démocratie peut constituer un puissant frein au développement du pays.

Ainsi donc, le défi qui attend le nouveau régime politique haïtien est de grande envergure. Un peuple qui souffre de la pauvreté, de la faim, de l'ignorance, de la maladie, de la misère et de l'exclusion, attend impatiemment une amélioration immédiate de son quotidien revendiquée depuis plus de deux siècles. Il est important aujourd'hui de mobiliser les énergies autour d'initiatives concrètes, à la recherche de solutions appropriées aux vrais problèmes structurels d'Haïti. Sa reconstruction doit passer par la conception d'un modèle de développement propre et adapté à son contexte socioéconomique et culturel. Pour cela, le choix de femmes et d'hommes capables de réorganiser un cadre institutionnel solide s'impose afin d'assurer la mise en œuvre des politiques publiques innovatrices, d'appliquer et de faire respecter les règles établies. Pour cela, ne faudrait-il pas que les cadres haïtiens absorbés, entre autres, par le Canada, les Etats-Unis et l'Europe se tournent vers Haïti? Il est nécessaire que le nouveau régime crée un climat politique de paix favorable aux investissements privés et publics, aux emplois et à l'augmentation du pouvoir d'achat. A cet égard, une nouvelle coopération, un nouveau partenariat assorti d'une plus grande solidarité, peut aider les institutions de la société civile et l'Etat à renforcer leur rôle économique en tant qu'acteur du développement.
Il est urgent de responsabiliser chaque individu socialement et économiquement. Il ne suffit pas seulement de médiatiser Haïti sous l'angle de sa pauvreté, ni de l'interpeller par rapport à ces deux siècles d'histoire et de troubles politiques, il faut le transformer en une société de paix et de prospérité. A quoi sert un modèle démocratique qui n'apporte pas de solutions aux déséquilibres permanents d'une nation?

Yonel Mathieu Fleurissaint

Sommaire

Editorial	La démocratie: un préalable au développement d'Haïti
Réflexions	Peut-on réduire l'extrême pauvreté dans le monde à l'horizon de 2015 ?
Scandale	Elles paient de leur santé
BAT	Le théâtre de l'opprimé
Plate-forme d'échanges	Visite de deux ex-volontaires à la Biofach
Brèves	Soirée Haïti, le 17 juin 2006 Manifestation nationale à Berne: pour le double NON

Peut-on réduire l'extrême pauvreté dans le monde à l'horizon de 2015?

Il y a déjà cinq ans que le premier objectif du millénaire, qui est de réduire de moitié l'extrême pauvreté d'ici à 2015, a été adopté à l'unanimité à l'ONU. Il a également été prévu d'opérer une avancée substantielle dans l'éducation, un élément essentiel du développement humain, et de lutter contre des pandémies comme le sida et la malaria. Au sommet mondial des Nations Unies qui s'est tenu en août 2005 à New York, les 191 chefs d'Etats présents devaient dresser à cette occasion le bilan de leurs progrès. On constate en toute évidence, qu'à mi-parcours, il est mitigé, voire même négatif.

En effet, le rapport mondial sur le développement humain 2003 du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a recensé 4,2 milliards de personnes survivant avec moins de 2 dollars par jour. Or, il faudrait prendre rapidement les mesures nécessaires et créer un environnement favorable au développement des activités, de l'emploi et des revenus pour tirer la croissance économique vers le haut. Cette croissance dont nous parlons ici ne saurait toutefois réduire toute l'étendue de la pauvreté, mais elle est un facteur nécessaire.



Photo: Daniel Caselli

Etat des lieux de la pauvreté dans le monde

Le monde actuel est marqué par de profonds changements des modes de production et de redistribution de la richesse: nouvelles formes de division du travail, mobilité des capitaux, nouvelles technologies d'information, émergence de nouvelles puissances économiques, etc. Mais, parallèlement à ces mutations, des événements se passent qui bouleversent tristement le monde, comme des catastrophes naturelles ou des conflits violents. Et ce sont toujours les pauvres qui en subissent les conséquences, au Nord comme au Sud. La destruction systématique des infrastructures, la perturbation permanente de l'activité économique et les dépenses militaires élevées constituent un puissant frein au développement des pays pauvres. Dans les pays souffrant de conflits violents ou encore de guerres civiles, la pauvreté augmente. Les conflits constituent les voies les plus sûres et les plus rapides menant au plus bas classement du développement humain. C'est le cas par exemple au Darfour : le taux de malnutrition est estimé à 40%, 60% de la population n'a pas d'eau courante, un enfant sur cinq n'a pas accès à l'éducation et le taux de mortalité maternelle, de 763 pour 100'000 naissances, est le plus élevé du monde. Par ailleurs, la Banque Mondiale estime que chaque année, le taux de croissance des pays en conflit diminue de 2,2%.

Les pays en développement constituent les principaux terrains d'émergence des nouvelles dimensions de la pauvreté par le non-accès à la santé (10 millions d'enfants décèdent chaque année de maladies guérissables ou évitables) et à la richesse mondiale ou encore par l'exclusion sociale (115 millions d'enfants n'ont pas accès à l'éducation). Le pourcentage des pauvres atteint un sommet et la liste des pays pauvres s'allonge. Même les pays riches ne sont pas à l'abri de ce fléau. La France et les Etats-Unis comptent respectivement 12% et 16,9% de pauvres.

Vers une approche contextuelle de la pauvreté

Beaucoup de chercheurs proposent d'analyser la pauvreté au-delà du simple aspect monétaire, car une personne pauvre manque non seulement de ressources, mais peut également être mal ou pas logée du tout, être sans formation, avoir une santé déficiente, être isolée et exclue, sans liens familiaux ou sociaux. Cet aspect multidimensionnel de la pauvreté renvoie à la définition proposée par le professeur Townsend (dans Chevalier):

«sont en état de pauvreté les individus ou les familles dont les revenus en espèce, ou autres ressources (notamment les revenus sous forme de formation scolaire ou professionnelle), les conditions d'existence particulières au milieu familial et professionnel, et le patrimoine matériel sont nettement en dessous du niveau moyen de la société dans laquelle ils vivent».

Sans oublier les travaux d'Amartya Sen, prix Nobel d'économie en1998, selon qui la pauvreté ne doit pas être définie à partir de la seule insuffisance de revenu (PIB) mais comme privation de capacités fondamentales en terme d'accès aux ressources et à la consommation potentielle. Il s'agit de renforcer les capacités des individus à pouvoir prendre en main leur destinée. Cette approche novatrice a révolutionné les travaux de recherche des organisations des Nations Unies et notamment du PNUD. Celui-ci a établi des outils de mesure de comparaison en matière du développement humain entre les Etats du monde: l'Indicateur de Développement Humain est un indicateur synthétique qui comprend trois catégories de données, à savoir l'espérance de vie à la naissance (lié à l'état sanitaire de la population du pays), le niveau d'instruction mesuré par la durée moyenne de scolarisation et le taux d'alphabétisation, le P.I.B. réel (corrigé de l'inflation) par habitant, calculé en parité de pouvoir d'achat.

Quelles perspectives?
Beaucoup d'efforts sont entrepris, que ce soit des ébauches de solidarité planétaire, l'annulation et le rééchelonnement des dettes ou des aides diverses. Cependant, ces efforts restent théoriques. Tout dépend, bien entendu, des intérêts géopolitiques ou économiques en jeux.


Photo: Daniel Caselli

La réduction de la pauvreté est fonction de la stratégie de chaque pays souffrant de ce scandale, de décider volontairement de le réduire ou de l'éradiquer. Bien entendu, il n'y a pas de recettes toutes faites qui peuvent s'appliquer partout, comme l'a fait le FMI (Fond Monétaire International, dans les années 90, avec le fameux ajustement structurel qui a largement échoué dans tous les pays en développement qui l'avaient pratiqué. C'est une erreur à éviter car les problèmes internes, tant sur le plan structurel que sur le plan conjoncturel, sont différents d'un Etat à l'autre. La réduction de la pauvreté ne peut pas non plus être effective sans suppression des barrières empêchant la transition démocratique des Etats touchés par la pauvreté ou sans réformes institutionnelles et administratives. Depuis de nombreuses années, plusieurs dizaines de chefs d'Etat des pays frappés par la pauvreté viennent prononcer leurs beaux discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies, sans agir ou pour «bouffer seul et vite». Il s'agit au contraire de prendre les mesures contextuelles et institutionnelles qui s'imposent et dans l'intérêt collectif des communautés pauvres de soutenir ou rétablir la croissance économique. Cette approche peut être possible en créant, à l'échelle nationale, les conditions d'un environnement favorable à l'investissement, au développement des activités et de l'emploi en plus d'améliorer les facteurs fondamentaux nécessaires à la vie comme les conditions de santé, l'éducation, etc. … On peut y ajouter l'amélioration de la gouvernance, comme la correction de dysfonctionnement de l'appareil administratif de l'Etat. Celui-ci doit pouvoir réglementer les ressources naturelles, ainsi que la corruption généralisée qui est à la base du développement des réseaux informels et illicites. Toutefois, le processus de réduction de la pauvreté sera encore plus intéressant si les catégories pauvres y participent et contribuent directement avec leur propre production, bénéficiant ainsi des résultats qui en découlent. Ces conditions doivent permettre de développer des projets résultant de la mobilisation des acteurs économiques nationaux, intégrant l'ensemble des problématiques du champ économique, de décliner les politiques économiques que les acteurs locaux estiment prioritaires (nouvelles activités, nouveaux services, programmes de création d'entreprises et d'activités artisanales, insertion économique).

La réduction de la pauvreté est un passage incontournable pour libérer les pauvres des pays victimes de conflits violents, les pauvres cachés des pays riches et pour freiner les émeutes dans les quartiers dits chauds ou sensibles des pays industrialisés. Il me parait cependant utopique de penser la réduire significativement à l'horizon 2015. Je refuse pourtant de croire et d'admettre que les dirigeants des pays handicapés par la pauvreté, le chômage et l'exclusion sociale ne prennent pas les mesures pour offrir à leur peuple miséreux trois petits repas par jour, les soins de santé de base, ainsi que le pain de l'instruction. La réduction de la pauvreté n'est-elle pas un facteur essentiel dans la construction d'un monde de paix?

Yonel Mathieu Fleurissaint, économiste

Soirée Haïti, le 17 juin 2006



17h30 à 20h30 à Tierra Incognita, Rue Charles-Humbert 6, 1205 Genève
en faveur de l'Ecole Normale de Liancourt pour l'achat de panneaux solaires: présentation d'un film et d'un diaporama, galerie de photos, panneaux explicatifs. Il y aura bien sûr quelques spécialités haïtiennes à manger et des objets à acheter.

Scandale

Elles paient de leur santé

Catherine, volontaire au Costa Rica, travaille avec ASEPROLA (Associación Servicios de Promoción Laboral) à l'information des travailleurs et travailleuses sur leurs droits notamment dans le cas de la flexibilisation du travail. Elle nous livre ici quelques témoignages de femmes travaillant dans les plantations de bananes.

La production de bananes au Costa Rica est synonyme de destruction de l'environnement et d'atteinte à la santé. La majeur partie des 52'000 hectares de cultures de bananes du pays est produite au coût d'une forte déforestation. Quant aux travailleurs et travailleuses de la région et de leurs familles, ils paient de leur santé les bananes que nous mangeons goulûment.

La santé des populations de ces régions est remise en cause par les produits agrochimiques déversés dans les plantations. Ceci est le résultat de la demande du marché et des intérêts des entrepreneurs pour une production maximale afin d'obtenir un bénéfice maximum. Environ 35 kilos d'agrochimiques sont déversés par année sur chaque hectare. En comparaison, l'Equateur utilise 3 kg.



Photos: ASEPROLA

L'activité bananière du Costa Rica est donc totalement dépendante de ces produits. Environ 70% des travailleurs de la zone atlantique souffre d'intoxication due à la méconnaissance de l'utilisation de ces produits ou pire encore à la



légèreté des entreprises qui en font usage. Bien qu'il existe des normes de prévention, beaucoup d'entreprises transnationales ne mettent pas en œuvre ces précautions qui pourraient baisser leur niveau de productivité, donc leurs bénéfices. Les effets de ces produits chimiques sur les travailleurs sont importants. Ils peuvent être directs ou indirects; tout dépend de la manipulation et du contact avec le produit. Mais le risque des produits chimiques répandus par voie aérienne est l'un des plus grands. Il y a quelques années, les travailleurs devaient rester dans les champs au moment du déversement des produits.

Il en résultait allergies, irritations de la peau et des yeux. Aujourd'hui, pendant 24 heures après le traitement, l'entrée dans



les plantations est interdite. Mais les risques sont toujours présents car les effets nocifs persistent même après cette période.
Dans la province de Limon, dans la zone Caraïbe du Costa Rica, en 1990, le taux de mortalité dû aux produits chimiques était de 25%, le pourcentage augmentant d'année en année.

Les problèmes de stérilité chez les travailleurs des plantations de bananes sont mondialement connus. Au Costa Rica, environ 10'000 hommes sont stériles. Chez la femme, les études ont commencé récemment et ont démontré des effets de mutations génétiques qui se répercutent jusqu'à la troisième génération (recherche 2002).

Outre la déforestation et les problèmes de santé, les plantations de bananes provoquent aussi d'autres types de dégâts: déni de la liberté de former des syndicats, exploitation du travail des femmes et des étrangers sans permis et sans droit qui y travaillent, etc. Plus l'entreprise est grande, moins les droits y sont respectés.

Catherine Zürcher





Photos: ASEPROLA

Mon rêve est de sortir mes enfants de là
Maria Amalia - Nicaragua

Mon rêve était de devenir infirmière... J'étais une petite fille très heureuse jusqu'au jour où ma mère est décédée. Depuis ce jour, je me suis convertie en mère pour mes deux frères plus petits. J'avais alors 13 ans.

Aujourd'hui, je suis mère célibataire de deux petites filles et je travaille dur pour qu'elles puissent concrétiser leur rêve, ce que je n'ai pas pu faire.

Je suis arrivée dans les plantations de bananes pour avoir un emploi puisque je devais subvenir aux besoins de mes deux filles. J'avais envie de travailler dans ce secteur pour connaître le travail que ma mère avait fait. Ce n'est pas le moment de le dire, mais ma mère est morte de maladie due à son travail.

Pour décrire mes journées: je me lève à 4 heures du matin et je rentre à 6 heures du soir. A ce moment, je travaille dans la maison (préparer le souper, ranger la maison, etc). Je fais cela depuis 15 ans maintenant.
Le plus difficile est de se tenir debout depuis 6 heures le matin jusqu'à 6 ou 7 heures de la nuit. Vous savez, vous, ce que c'est que d'être debout pendant 13 heures de suite?

Côté salaire, je suis plus pauvre qu'avant… De plus, il n'y a plus beaucoup de travail pour les femmes dans cette entreprise, on ne se plaint donc pas… Je ne peux faire que les trois quart du travail domestique à cause de mon travail et je dois malheureusement laisser le reste à mes enfants qui sont à l'école.

J'affronte avec courage les obstacles de la vie
Maritza - Costa Rica

… De tous les problèmes que j'ai connus, deux ont été importants pour moi pour m'organiser avec un syndicat.
En 1995, j'ai eu mon enfant et je n'ai pas pu aller travailler. A Noël, on ne m'a pas donné mon 13ème salaire en disant que toutes les mères qui avaient eu un enfant cette année ne recevraient rien parce qu'elles avaient manqué au travail. J'ai vu à la télévision qu'on devait dénoncer les patrons qui ne nous payaient pas mais j'avais peur de perdre mon travail alors je ne l'ai pas fait….
Une autre raison pour laquelle on ne m'a pas payée de 13ème salaire est que j'avais dû m'absenter parce que mon enfant avait été malade. L'argument fut: «vous prenez souvent des congés et pour cela on décide de combien on vous donnera»… Ce sont deux des expériences qui m'ont décidée à rejoindre un syndicat. J'ai commencé à lire le code du travail du Costa Rica et j'ai commencé à me battre pour les droits que nous avions et qui étaient violés. On était seulement 4 personnes syndicalisées. Les autres se taisaient par peur de perdre leur travail, mais je comprenais bien pourquoi.
Aujourd'hui et pour finir mon récit, je vous dirai que je suis sur la liste noire des entreprises parce que je me suis battue et qu'il m'est impossible de retrouver un travail dans ce secteur.

Mon cœur se réduisait
Luisa - Honduras

… J'ai commencé à travailler dans ce secteur en 1972. J'étais une femme obéissante, humble et soumise. Je ne connaissais personne, je n'avais pas de notion de salaire, je ne pouvais pas acheter de nourriture ni envoyer de l'argent à ma mère et on vivait avec mes enfants dans une maison faite de carton et de plastique. J'ai passé deux ans comme cela.
A cette époque, c'est le personnel administratif qui décidait qui il voulait châtier ou pas, tout dépendait de s'il s'entendait bien avec les ouvriers. J'ai passé 4 ans de plus avec des exécutifs qui m'appelaient dans le bureau pour me blâmer ou me changer de travail quand ils voulaient. Je suis tombée malade à cause des produits chimiques dans l'eau: mes pieds pelaient et avaient enflés mais je ne pouvais pas aller à l'hôpital parce qu'ils disaient que j'étais nouvelle et que les nouvelles n'avaient pas le droit.
Seul mon oreiller connaissait mes souffrances causées par des injustices. Il était interdit d'aller au bureau des syndicats et de ce fait, je ne pouvais me plaindre à personne…

Propos recueillis par
Catherine Zürcher



Expérience

Le Théâtre de l'opprimé

La Bourse à Travail (BAT) est active depuis de nombreuses années dans la formation et le placement de personnes migrantes en recherche d'emploi. Ces personnes se retrouvent fréquemment confrontées à des problèmes de racisme, notamment sur leur place de travail ou au cours de leurs recherches d'emploi. Elles restent souvent démunies et vulnérables face à cette agression.

Devant ce constat, BAT a sollicité "Manivelle", Théâtre en mouvement, pour animer un atelier de théâtre susceptible de donner aux migrants des outils leur permettant d'affirmer leur dignité et ainsi de mieux répondre aux agressions racistes dont ils sont parfois victimes.

Le Service de Lutte contre le racisme du Département de l'Intérieur a soutenu financièrement ce projet. D'autres organisations l'ont appuyé par des dons et autres soutiens (CSP, Caritas, Pôle Sud à Lausanne, Paroisse catholique de Vevey, Coordination Asile Chablais, Au fil de l'autre à Yverdon, Canal +).



Photo: Pascale Kohli

Théâtre, facteur de changement

Le Théâtre-Forum fait partie d'une démarche élaborée dès les années 60 au Brésil: le théâtre de l'opprimé. Composé de jeux et d'exercices qui nous redonnent accès à notre corps dans sa totalité, ce théâtre se construit à partir de la mémoire émotive de chacun-e et de situations vécues auxquelles un large public peut s'identifier. Fantastique outil de dialogue, de débats et d'échanges, le Théâtre-Forum nous invite à nous questionner sur notre réalité et à chercher ensemble des alternatives dignes et respectueuses de nos identités et de nos appartenances.

Le Théâtre-Forum est un spectacle interactif qui se joue en deux temps : le premier présente simplement la pièce qui pose un problème sans offrir de solutions. Le deuxième reprend la même pièce en offrant cette fois la possibilité à chaque spectateur d'interrompre le jeu et de venir lui-même sur scène, en remplacement d'un acteur, proposer une alternative au problème. Le débat qui s'instaure ainsi est géré par le joker: ce personnage tisse le lien entre les acteurs et le public, donne les règles du jeu, permet à celui-ci d'en dévoiler toutes les richesses. Le théâtre devient ainsi un stimulateur de changements, un laboratoire où les personnes deviennent actrices sur la scène pour mieux être actrices de leur vie.

L'expérience de BAT

Un groupe de volontaires issus des cours dispensés par BAT ainsi que des animatrices de BAT ont créé un Théâtre-Forum sur la base de situations concrètes vécues, puis a joué huit fois ce spectacle interactif dans diverses villes du canton de Vaud (Lausanne, Yverdon, Vevey et Aigle) durant les mois d'octobre et novembre 2005.

Les objectifs de ce Théâtre-Forum sont :

- Comprendre les mécanismes du racisme en général et dans les situations concrètes de travail et de recherche d'emploi
- Analyser ces situations en termes de conflits de culture
- Les mettre en scène et rechercher des alternatives pour pouvoir y réagir
- Renforcer l'estime de soi, la confiance en soi et les compétences relationnelles afin de mieux affronter ce type de situations dans la vie quotidienne
- Comprendre les enjeux de telles situations et rechercher ensemble des alternatives afin de pouvoir mieux y répondre dans la vie de tous les jours
- Acquérir les outils permettant de reproduire ce travail de sensibilisation dans les futurs cours dispensés par BAT

Ce Théâtre a eu beaucoup de succès. Voici quelques témoignages écrits sur le livre d'or présenté à la fin des spectacles (les personnes opprimées étaient représentées par un foulard bleu)

- *"Avec tout ce vécu et toutes ces émotions, tous ces échanges, on ne peut que mieux comprendre la situation des populations migrantes. Que cette sensibilisation touche un large public et se répande le plus possible! courage et vive les Bleus!".*
- *"Vous avez osés. Bravo, continuez! la lutte des droits humains doit persister, car chacun a droit à sa place au soleil. Il n'y a pas de races humaines, il y a des humains".*
- *"Ce spectacle fort et émouvant redonne l'envie et le courage de se battre au quotidien contre le racisme et toutes les formes de discrimination. Bravo et merci!".*
- *"Impressionnant! On le sait, mais le voir, l'entendre et le vivre, c'est encore d'une autre portée.*
- *"Merci de nous faire réfléchir et de continuer à ouvrir le coeur des gens".*
- *"Magnifique méthode pour pouvoir se mettre à la place de l'autre, se rendre compte de réalités que l'on ne souhaite peut-être pas voir".*
- *"Oser le dire, oser l'exprimer!*
  De grands espoirs pour le futur! "
- *"Toujours plus d'émotions quand c'en est presque vrai! Merci de ce témoignage actuel! Merci les acteurs! Par cette pièce, je vois une information et un processus d'apprentissage très intéressant! Apprenons à nous connaître! Vous m'avez permis d'avancer! Un grand merci! De Bleu de Bleu!".*

Pascale Kohli

Visite de deux ex-volontaires à la Biofach

Chaque année, les principaux acteurs de la production biologique et du commerce équitable se retrouvent à la Biofach de Nuremberg, la plus importante foire de produits biologiques du monde. Lieu de rencontre, d'échange, de négociation et de lobbying, elle rassemblait cette année quelques 2089 exposants.



Photos: Daniel Bretcher

Avec l'appui de GVOM, Daniel Bretscher et Gaudenz Pfranger se sont rendus à la «Biofach» de Nuremberg du 16 au 19 février 2006. Pour ces deux anciens volontaires engagés dans des projets axés sur l'agriculture biologique auprès de l'organisme costaricain CEDECO, cette visite à la Biofach avait de multiples objectifs:

- Cultiver les liens avec le CEDECO, une organisation partenaire de GVOM
- Identifier parmi les organisations présentes des partenaires potentiels pour GVOM
- Identifier des thèmes d'actualité et les nouvelles tendances dans le monde de la production biologique et du commerce équitable
- Vérifier l'avancement des projets aux lesquels ils avaient collaboré au Costa Rica
- Faciliter de développement de liens entre le CEDECO et des ONG suisses
- Promouvoir leurs expériences de volontaires vis-à-vis d'organisations suisses

Au niveau institutionnel, Gaudenz et Daniel ont rencontré des représentants de leur ancienne organisation, le CEDECO, avec lesquels ils ont pu discuter de la poursuite de la collaboration avec GVOM. Ils ont également établi des contacts avec APPTA (association de producteurs de cacao et de bananes biologiques) et la Universidad nacional, deux organismes potentiellement intéressés à collaborer avec GVOM.

Daniel et Gaudenz ont aussi participé à la conférence sur les apports de l'agriculture organique dans la réduction des gaz à effet de serre, conférence organisée par IFOAM, Hivos y AgroEco. Au cours de cette conférence, le CEDECO a présenté l'état d'avancement de son projet. Il s'agit en fait du projet le plus développé au niveau international. Conscients de la nécessité pour le CEDECO de multiplier ses liens avec les organisations européennes, Gaudenz et Daniel ont également pris part à la réunion entre le CEDECO et le FIBL (Forschungsinstitut für biologischen Landbau) en vue de coordonner une possible coopération.

Ils ont par ailleurs rendu visite à tous les exposants latinoaméricains, observant les types d'offres d'une part ainsi que les futurs projets en matière de commerce équitable. Il faut dire ici que pour les associations de producteurs latinoaméricains, la Biofach n'est pas uniquement une plateforme d'échange et de lobbying mais également un lieu particulièrement important pour la négociation des termes d'échanges équitables de leur produits biologiques d'exportation. Les exposants suisses tels que Biosuisse, FIBL, Bioinspecta, Imo, claro, Protec, etc. ont reçu la visite des deux anciens volontaires de GVOM.

Au niveau personnel, Daniel et Gaudenz ont mis à profit ces rencontres pour établir des contacts importants pour la poursuite de leur carrière.

Cette visite à la Biofach a permis à Daniel, en tant qu'initiateur du projet de gaz aujourd'hui devenu une étude de référence au niveau international, et à Gaudenz qui avait appuyé le travail dans les fermes des producteurs ayant présenté leurs expériences lors des conférences susmentionnées, d'observer avec satisfaction la pérennité et le développement des projets auxquels chacun avait participé.

Sans aucun doute, ce court séjour s'est avéré particulièrement fructueux.

Béatrice Faidutti Lueber
Sur la base du rapport de Gaudenz Pfranger



Suite

Participation de petits producteurs à la Biofach

Pour une organisation de petits agriculteurs comme APPTA (Association des petits agriculteurs de Talamanque) de la Côte caraïbe du Costa Rica, le bénéfice d'une participation à un événement tel que la Biofach est évident. Son représentant cherche un débouché pour vendre sa production annuelle de 80 tonnes de cacao. (...)

D'un autre côté, nous pouvons nous demander ce que vient faire dans cette foire Felipe Arias, un petit agriculteur bio centre-américain. Il y participe pour la première fois grâce à l'appui de l'ONG CEDECO (Corporaciòn Educativa para el Desarrollo Costarricense). Ce genre de manifestation est très éloigné de son quotidien dans sa ferme des montagnes du Costa Rica. Avec une certaine distance, il observe ce luxe du commerce biologique international. Ce même commerce, dont il fait, dans le fond, partie dans une infime proportion. Il lui semble que le commerce a perdu le contact avec la base, c'est à dire avec les paysans qui constituent le fondement de l'approvisionnement alimentaire de la société. (...)



Photo: Daniel Bretcher

Harold Calvo du DIMAS (Servicio de información Mesoaméricano sobre Agricultura Sostenible) essaie de surmonter cette distance entre les paysans et "l'élite" négociante de la Biofach. Avec son équipe nicaraguayenne, il élabore un documentaire vidéo sur la foire. Il souhaite montrer aux producteurs de son pays quels sont les services et les opportunités que peut leur donner cet évènement.

CEDECO aussi essaie de combler ce vide. Chaque année, l'organisation présente les avancées du projet de recherche sur "l'agriculture biologique et les gaz à effet de serre" dans le cadre du forum organisé par HIVOS, IFOAM et AgroEco. Les petits agriculteurs comme Felipe Arias participent activement à la recherche et peuvent exposer le rôle de leur ferme devant un public international. Ils apportent une atmosphère chaleureuse et humaine à une réunion centrée sur des aspects scientifiques et techniques.

Daniel Bretscher (traduction: Cécile Hétault)

Manifestation nationale, le 17 juin à Berne

Nous profitons du journal EIRENE - GVOM, pour vous inviter à participer à la manifestation nationale prévue le samedi 17 juin à 14h à Berne: **pour le double NON**, contre la xénophobie et contre les discriminations. Renseignements: **www.stopexclusion.ch**

Point d'?

EIRENE Suisse
Nadja et François Godi-Glatz
Ch. du Franoz 11, 1038 Bercher
Tél. 021 887 88 12
www.eirenesuisse.ch
Cotisation annuelle EIRENE Suisse: Frs 50.-
CCP: EIRENE Suisse
La Chaux-de-Fonds 23-5046-2

GVOM
Cécile Hétault
Ch. de la Prairie 9
1720 Corminbœuf
Tél. 026 475 56 14
www.gvom.ch
CCP: GVOM
Lausanne 10-20968-7

Abonnements: 4 parutions par an: Frs 16.- Abonnement de soutien au journal: Frs 25.-
Rédactrices: B. Faidutti Lueber, N. Godi-Glatz, C. Hétault
Ont participé à ce numéro: Textes: Y. M. Fleurissaint, C. Zürcher, P. Kohli, B. Faidutti Lueber, C. Hétault, D. Bretcher
Photos: EIRENE, D. Caselli, ASEPROLA, P. Kohli, D. Bretcher
Imprimerie: Rapidoffset, Le Locle
Maquette: Atelier Diaphane, La Chaux-de-Fonds
Journal adressé aux membres GVOM et EIRENE ainsi que sur abonnement